

2024-01-10

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Liens: [Infographies](#) [NBB.stat](#) [Information générale](#)
Comptes non financiers des secteurs institutionnels – troisième trimestre de 2023¹

- **Le taux de marge des sociétés non financières poursuit son recul tandis que leur taux d'investissement s'affiche toujours en hausse.**
- **Le taux d'épargne des ménages et le déficit des administrations publiques restent relativement stables.**

INDICATEURS CLÉS

(Données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

| | | Ménages ¹ | | Sociétés non financières | | Administrations publiques |
|------|-----|-------------------------------|--------------------------------------|------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------------|
| | | Taux d'épargne (pourcentages) | Taux d'investissement (pourcentages) | Taux de marge (pourcentages) | Taux d'investissement (pourcentages) | Solde de financement (pourcentages du PIB) |
| 2020 | I | 18,2 | 9,3 | 44,2 | 27,1 | -6,8 |
| | II | 24,8 | 8,3 | 41,0 | 26,0 | -13,5 |
| | III | 16,2 | 9,4 | 43,0 | 27,2 | -7,0 |
| | IV | 22,5 | 9,6 | 43,3 | 28,4 | -8,8 |
| 2021 | I | 20,9 | 9,6 | 45,2 | 27,7 | -5,6 |
| | II | 18,3 | 9,8 | 44,6 | 27,5 | -5,6 |
| | III | 16,3 | 9,7 | 44,8 | 26,1 | -6,9 |
| | IV | 13,2 | 9,8 | 44,9 | 25,2 | -3,5 |
| 2022 | I | 12,0 | 10,0 | 45,4 | 26,0 | -2,1 |
| | II | 14,3 | 9,4 | 45,0 | 25,8 | -3,8 |
| | III | 13,5 | 9,3 | 44,3 | 26,5 | -4,3 |
| | IV | 11,7 | 9,2 | 43,8 | 27,1 | -4,0 |
| 2023 | I | 13,4 | 9,1 | 42,6 | 27,7 | -3,7 |
| | II | 14,7 | 8,8 | 42,2 | 28,8 | -4,0 |
| | III | 14,8 | 8,6 | 41,7 | 29,5 | -4,1 |

¹ Y compris les institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages

Le taux d'épargne des ménages reste stable

Le taux d'épargne des ménages s'affiche à 14,8 % au troisième trimestre de 2023, contre 14,7 % le trimestre précédent.

¹ Les comptes des secteurs du troisième trimestre de 2023 intègrent les dernières données disponibles relatives aux comptes nationaux trimestriels et au marché du travail, publiées le 10 janvier 2024 sur [NBB.stat](#).

Le revenu disponible des ménages progresse de 1,5% alors que leurs dépenses de consommation finale augmentent de 1,4%, ce qui se traduit dans une quasi-stabilité du taux d'épargne.

La rémunération des salariés et les prestations sociales nettes concourent le plus significativement à la croissance du revenu disponible à hauteur de, respectivement, 1,6 et 0,4 points de pourcentage. A l'inverse, les revenus de la propriété et autres transferts courants nets y contribuent négativement, à concurrence de -0,9 point de pourcentage.

Le taux d'investissement des ménages continue à se réduire

Au troisième trimestre de 2023, le taux d'investissement des ménages (qui inclut la construction et la rénovation de logements et la formation brute de capital fixe des indépendants et des ISBL au service des ménages) s'affiche à 8,6 %, contre 8,8 % le trimestre précédent.

Le taux de marge des sociétés non financières poursuit son repli

Le taux de marge des sociétés non financières continue de décliner au troisième trimestre de 2023, revenant à 41,7 %, contre 42,2 % le trimestre précédent.

La valeur ajoutée des sociétés non financières s'affiche en hausse de 1,0 % tandis que l'excédent brut d'exploitation recule de 0,1 %, impactant négativement le taux de marge. La baisse de l'excédent brut d'exploitation s'explique principalement par la hausse des rémunérations des salariés (+2,2 %). Celle-ci est consécutive à l'arrêt des mesures de réductions de cotisations patronales prises au cours des deux premiers trimestres 2023 dans le cadre du renforcement de la compétitivité.

Le taux d'investissement des sociétés non financières s'inscrit toujours en hausse

Le taux d'investissement des sociétés non financières se chiffre à 29,5 % de leur valeur ajoutée au troisième trimestre de 2023, en progression pour le cinquième trimestre consécutif. La croissance de leurs investissements (+3,5 %) dépasse en effet encore largement celle de leur valeur ajoutée (+1,0%).

Le solde de financement des administrations publiques reste stable

Au troisième trimestre de 2023, le solde du compte des administrations publiques est resté relativement stable, affichant un déficit de 4,1 % du PIB, contre 4,0 % le trimestre précédent.

La légère diminution des recettes, principalement des impôts directs, a été plus importante que celle des dépenses courantes.

Méthodologie et définitions

- Les comptes des secteurs sont établis à prix courants et selon le SEC2010.
- Les ratios considérés présentent de fortes fluctuations d'un trimestre à l'autre. Afin de dégager les évolutions plus fondamentales, ces séries sont toutes présentées après correction des variations saisonnières et des effets de calendrier.
- Le taux d'épargne brut des ménages est l'épargne brute divisée par le revenu disponible brut. Celui-ci est ajusté de la variation des droits des ménages sur les fonds de pension. L'épargne brute est la partie du revenu disponible brut qui n'est pas dépensée sous la forme de consommation finale. Ainsi, le taux d'épargne augmente quand le revenu disponible brut croît plus vite que les dépenses de consommation finale.
- Le taux d'investissement brut des ménages est la formation brute de capital fixe divisée par le revenu disponible brut. Celui-ci est ajusté de la variation des droits des ménages sur les fonds de pension. La formation brute de capital fixe couvre les dépenses en construction et en rénovation de logements par les ménages ainsi que les investissements en capital fixe consentis par les indépendants et par les ISBL au service des ménages.
- Le taux d'investissement des sociétés est la formation brute de capital fixe divisée par la valeur ajoutée brute.
- Le taux de marge des sociétés est l'excédent brut d'exploitation divisé par la valeur ajoutée brute. Cet indicateur mesure le pourcentage de la valeur ajoutée conservé par les sociétés non financières après le versement de la rémunération des salariés et des impôts sur la production (nets des subventions).
- Le solde de financement des administrations publiques mesure leur capacité ou leur besoin de financement. Un solde positif (capacité de financement) signifie qu'après la prise en compte de l'ensemble de leurs ressources et de leurs dépenses, les administrations publiques ont la possibilité d'augmenter leurs actifs financiers et/ou de réduire leurs engagements financiers. À l'inverse, un solde négatif (besoin de financement) témoigne de la nécessité pour le secteur de vendre certains de ses actifs et/ou d'accroître son endettement afin de pouvoir financer ses opérations non financières. Le solde de financement est ici exprimé en pourcentage du PIB.